

# **FONCTION PUBLIQUE: D'ABANDONS EN ABANDONS...**

Nous avons vu, le mois dernier, quelles étaient les tares de la plateforme revendicative - à peu de chose près identique - sur laquelle combattent depuis des mois toutes les «grandes» Fédérations Syndicales de la Fonction Publique. Ces tares sont l'insuffisance extraordinaire du niveau du salaire minimum et un éventail hiérarchique bien trop ouvert. Cette situation entraînant tous les appétits vers une lutte catégorielle sans merci au bout de laquelle quelques «points d'indice» peuvent être quelquefois péchés! Nous ne reviendrons pas sur ce que ce système, reflet des luttes de la jungle capitaliste ou technocratique, a d'avalissant et d'opposé aux aspirations des travailleurs les plus conscients. Notre propos est de préciser, aujourd'hui, que si les organisations syndicales de fonctionnaires ont cru, selon la bonne tradition réformiste, toucher plus facilement les cordes sensibles de la bourgeoisie en réclamant des aumônes plutôt que des salaires, elles ont également dû abandonner les revendications qui auraient eu un caractère émancipateur pour de nombreuses catégories d'agents de l'Etat. Que sont devenus les auxiliaires, les temporaires, les saisonniers et autres «extra-statut» dont les traitements sont en-dessous des cadres réguliers correspondants et dont les garanties d'emploi sont nulles? Que deviennent et quels abus subissent les retraités dont la misère peuple les emplois les plus subalternes de l'Administration?

Tous sont utilisés comme masse de manœuvre «anti-grèves» par les préfets, administrateurs d'autorité, directeurs, etc., qui payés, eux, 180.000 ou 200.000 francs mensuels jouent de la crainte qui étreint les miséreux à 28.000 fr! Quel sort est fait aux fonctionnaires provinciaux frappés de réductions de zone sur leurs traitements par le biais d'indemnités de résidence dont la hiérarchisation est un autre scandale? Pour se faire entendre de l'oreille, en forme de portefeuille, qui sert à l'entendement de la bourgeoisie, si les syndicats abandonnent du terrain sur le plan du niveau des salaires ils sont contraints d'abandonner encore plus de terrain sur le plan des problèmes qui touchent «aux prérogatives» que se sont fixés les bourgeois. Ces «prérogatives» sont celles qui découlent des rapports sociaux du monde capitaliste. Ne plus lutter pour le droit à la vie et à l'égalité sur le plan des traitements (à travail égal, salaire égal); pour le droit au logement; pour le droit aux loisirs (où est la semaine de 40 heures en 5x8); pour la fin de l'arbitraire: c'est, en fait, reconnaître le droit à l'exploitation de l'homme par l'homme d'une manière, qui, pour n'être pas avouée par les grandes organisations, n'en apparaît pas moins évidente pour les masses auxquelles elles s'adressent. Retrouver le contact avec ces masses signifierait donc, pour ces organisations, rassembler en un cahier de revendications collectif l'ensemble des problèmes tels que les posent les travailleurs de la base aux prises avec leurs exploités. Il est probable que les militants devraient par la force imposer ces vues.

**R. LEPAUVRE**